



Cabinet du Président

**DISCOURS DE MONSIEUR LOÏG CHESNAIS-GIRARD,
PRÉSIDENT DE LA REGION BRETAGNE,**

Rennes, le 9 avril 2021

Cher.e.s collègues,

Bienvenue pour cette session, encore une fois si particulière.

Nous allons commencer la session en l'absence de Paul Molac, qui est retenu dans un train. Le train est un peu en retard. Il rentre de Paris. Cela lui permettra de ne pas rougir à l'évocation de son nom et aux remerciements que je vais lui adresser. Paul a, de par son engagement, de par son énergie, réussi à porter la voix de la Bretagne et à obtenir cette loi Molac qui, au cours des derniers mois, a fait l'objet de beaucoup de travaux. Je veux bien entendu le remercier pour son engagement, pour cette réussite historique pour la Bretagne, pour nos langues et, à travers lui, remercier tous les collègues de tous les bancs qui se sont associés à sa démarche, à ses travaux. Nous avons eu une forme de concorde des parlementaires bretons, qui ont su s'unir et travailler en oubliant leurs différences et en étant unis sur ce sujet des langues qui parle à notre culture, à notre singularité, à nos singularités en Europe, et quelque part, à notre humanité. Je veux remercier bien entendu tous les parlementaires, qu'ils soient de l'Assemblée nationale ou du Sénat. Parce que cette aventure a démarré il y a déjà plus d'un an. Je veux remercier aussi celles et ceux qui se sont engagés, y compris à Quimper, dans cette ferveur populaire représentant les différents réseaux d'éducation, représentant des associations, représentant les élus de toutes les strates de collectivités et de toutes les couleurs politiques. Quand la Bretagne est unie, elle est puissante. Quand la Bretagne est unie, elle sait être positive, offensive, capable de convaincre. Et je n'oublie pas les collègues des autres régions, des autres territoires qui ont su aussi s'unir, travailler pour faire en sorte que nos langues, ces langues dites minoritaires d'Europe, puissent avoir leur place dans la loi, et permettre plus fortement leur enseignement, sous toutes ses formes. Puisque vous savez que la part de l'éducation inclusive est aujourd'hui reconnue par la loi. Cela permet de faire avancer tous les autres sujets sur lesquels cet hémicycle s'est battu et s'est exprimé à de nombreuses reprises avec, encore une fois, une grande unanimité

régulière pour faire en sorte que nos langues soient enseignées, parlées, reconnues et pérennisées.

Aux Jacobins, qui ont parfois une forme de sincérité dans leurs craintes, j'ai envie de leur dire de se libérer de leurs angoisses, de leurs peurs et finalement, de leur peur des territoires, de leur peur des hommes et des femmes qui sont capables de prendre des responsabilités. J'ai envie de leur demander de s'ouvrir et de participer à la construction de cette République, cette République de demain, cette République qui s'appuie sur les territoires, qui offre une place à tous, qui offre des solutions différentes. Dans une République qui intègre cela, il n'y a pas de raison d'avoir peur. Il n'y a pas de raison d'avoir d'angoisse. C'est moderne. C'est, quelque part, la réponse que nous attendons dans cette crise ô combien importante. C'est aussi une revitalisation de cette République, dans cette crise que nous vivons, cette République qui se renouvelle, quelque part, par l'humus des territoires.

Cette session s'ouvre, je le disais, dans un contexte particulier, compliqué. Je pense à toutes celles et tous ceux dont le confinement va encore changer la vie, de nouveau changer la vie, recréer des angoisses pour leur travail, recréer des angoisses pour leur santé, recréer des angoisses pour la vie familiale. Cela fait déjà un an que nous y sommes. C'est un combat considérable qu'il faut mener. La Bretagne, vous le savez, est moins exposée que d'autres. Mais nous ne sommes pas immunisés et nous vivons nous aussi des moments compliqués. Nous devons penser particulièrement aux personnels de santé qui restent engagés et qui, dans cette période, vivent des moments, je le sais, très difficiles.

Et puisqu'on va parler tout à l'heure de la jeunesse, je veux, dans mon propos liminaire, parler d'une autre partie de notre population qui vit les choses de manière particulièrement difficile. Je veux penser aux mamans, je veux penser aux femmes seules qui élèvent leurs enfants, aux femmes qui se retrouvent à devoir gérer beaucoup dans la période, qu'elles soient salariées, cadres, ouvrières, qu'elles soient agricultrices, médecins ou infirmières, qu'elles soient artistes, journalistes, élues, bénévoles, entrepreneuses. Ces femmes assument leurs responsabilités, leur engagement, mais assument plus que cela. Nous le savons tous. Au nom de l'égalité, on le cache un peu, et pourtant, ce n'est pas simple parce que vous savez que dans ce monde, il y a, en plus du travail, en plus de l'engagement professionnel, en plus de l'engagement citoyen et bénévole, l'engagement à la maison. Il y a l'engagement vis-à-vis des enfants, vis-à-vis des devoirs, vis-à-vis quelquefois des parents qui vieillissent. Et il y a cette inégalité réelle que l'on connaît et qui fait que pour une partie importante de ces femmes, le conjoint n'a pas encore pris toute sa place dans les tâches ménagères, dans les devoirs des enfants, dans le soutien qu'il faut avoir. Il faut le reconnaître, il faut le dire. Et donc, en cette matinée de session, je veux penser à elles, à toutes ces mamans qui, et cela se voit dans les statistiques,

dans les courbes, dans les sondages, vivent la période encore plus douloureusement et méritent une attention particulière.

Je le disais, nous sommes Bretons et nous ne sommes pas immunisés parce que Bretons. Nous devons donc faire attention. Nous voyons qu'il y a une montée en Bretagne, pas de manière identique partout, mais il y a une montée partout en Bretagne, et notamment autour de Rennes. Vous le voyez, la pandémie est là. Elle génère des angoisses, des tensions dans les centres hospitaliers. Elle nécessite aussi beaucoup d'humilité et de responsabilité de la part des uns et des autres. La vaccination est la solution. La course est lancée. J'ai visité au cours des dernières semaines plusieurs centres de vaccination. Je veux saluer et remercier les maires qui se sont mobilisés, qui ont organisé, aux côtés de l'ARS et des services de l'État, les centres de vaccination, en mobilisant leurs agents, en mobilisant leurs forces de police municipale, en mobilisant les bénévoles, en mobilisant des retraités pour faire en sorte que ces centres fonctionnent. Et quand on voit l'accueil, quand on voit l'énergie que mettent ces hommes et ces femmes, je trouve qu'il y a, quelque part, une source qui nous reconforte, qui montre que nous avons là encore cette humanité bien vivante, cette envie, cet engagement d'aider les autres et de trouver des solutions ensemble. Plus les vaccins arrivent, plus l'accélération de la vaccination augmente, accélère, et plus nous avons des chances de retrouver un peu de liberté et une vie plus normale à l'été.

C'est une volonté forte, mais nous devons aussi penser le plus long terme. C'est aussi pour cela que nous aurons au cours de cette session l'occasion de valider, de décider la mise en œuvre de 976 postes supplémentaires de formation dans les métiers sanitaires, sociaux, qui nous permettront de préparer l'avenir. Ce sont des métiers d'avenir. Ce sont des métiers qui sont au cœur du système de soin, au cœur du système de santé, physique, mentale. Nous avons besoin de préparer cette société de l'après, sur laquelle nous avons beaucoup à faire, beaucoup à dire, au-delà des angoisses et des rumeurs qui peuvent être alimentées par les uns et les autres. La Région, vous le savez, reste totalement mobilisée sur ses domaines de compétence. Nous en avons parlé dans cet hémicycle. Nous en reparlerons, nécessairement. La Région est mobilisée aussi pour accompagner les centres de vaccination lorsque c'est possible, en prêtant du matériel, en prêtant des salles, en mettant à disposition des repas pour les bénévoles et en faisant en sorte que nous soyons disponibles pour entendre l'ensemble de celles et ceux qui ont besoin de trouver un support à l'échange et à la discussion, pour trouver aussi des solutions nouvelles aux problématiques qui sont devant nous. C'est vrai dans le domaine économique, notamment pour tous les pans de l'économie qui vivent difficilement, douloureusement cette période. Et je veux redire que nous avons conscience que pour certains chefs d'entreprise, certains salariés, la période est très difficile. Nous avons conscience aussi que pour d'autres pans de l'économie, il y a dans cette période des occasions, des opportunités, des chances qui se présentent à nous. Nous

avons donc à travailler cela, à travailler dans cette crise asymétrique pour faire en sorte que nous puissions maximiser les chances, préparer et accélérer les économies et les emplois de demain, nécessairement décarbonés, nécessairement répartis le plus justement possible sur nos territoires. Puis nous devons préserver, accompagner les secteurs qui souffrent le plus, qui sont les plus impactés par la période.

Je n'oublie pas les secteurs du sport, de la culture. Nous avons là aussi notre place, notre rôle pour les accompagner, pour jouer notre rôle de réassurance sur les nouveaux modèles qui sont à inventer, nouveaux modèles qui sont à inventer dans les compétitions sportives, nouveaux modèles qui sont à inventer pour les festivals, même peut-être pour le Tour de France cet été, pour les manifestations culturelles qui ne peuvent pas se dérouler de fait comme elles se déroulaient précédemment. Sur tous ces sujets, nous sommes là, nous sommes présents, nous assumons des engagements financiers qui sont au-delà de ce que nous avons imaginé il y a encore un an.

Enfin, il faut rester mobilisé, car nous avons besoin de nous organiser. Pour rester mobilisé, je pense que nous avons besoin de penser à la suite. Et la suite, c'est le déconfinement. Que se passe-t-il à partir du début du mois de mai ? Le Président de la République a annoncé des mesures vraisemblablement régulières à partir du 15 mai. Je pense que c'est une très bonne nouvelle pour l'ensemble de notre société et que nous en avons besoin. Je pense que la Bretagne peut proposer, dans cette organisation, de mettre en avant ses singularités et la chance d'être un peu plus préservée que d'autres, pour participer à ce travail sur le déconfinement. Il ne s'agit pas de dire « comme cela va mieux chez nous, profitons-en et retrouvons toutes nos libertés à partir du 2 mai. » Cela n'aurait pas de sens. Mais la proposition qui est faite est de faire de la Bretagne un laboratoire du déconfinement pour que nous puissions, avec les professionnels, avec les filières, avec les organisateurs de festivals, avec les patrons d'associations sportives, avec l'ensemble de celles et ceux qui font la Bretagne, y compris les maires, les directeurs de l'ARS et les préfets, réfléchir à la manière d'organiser ce déconfinement à partir du début mai, avec des mesures différenciées en fonction de la situation. Vous voyez bien que le Finistère n'est pas impacté de la même manière que l'Ille-et-Vilaine et que, de fait, que ce soit pour les terrasses des cafés ou les salles de cinéma, nous pouvons envisager des choses différentes à Douarnenez, à Brest, à Carhaix, à Rennes ou à Pontivy. L'idée est de travailler avec méthode, avec sérieux, de travailler avec celles et ceux qui, encore une fois, opèrent ces activités de manière à faire des propositions, à être dans une posture constructive. Et le corollaire de cette proposition, c'est d'assumer, de reculer et de faire varier les choses s'il y avait des difficultés. Reprenons l'exemple des plages, où nous avons obtenu leur réouverture. Mais nous ne l'avons pas obtenue partout en Bretagne de la même manière. Nous avons obtenu, dans un dialogue avec les maires et les préfets, que les plages rouvrent en fonction des situations, pour

faire en sorte que l'on puisse retrouver ces plages qui sont nos jardins en Bretagne. C'est un peu le même état d'esprit qui doit nous guider là, pour être préparés à ce déconfinement, être si possible en avance de phase pour pouvoir accélérer là où nous pouvons accélérer, notamment dans les territoires les moins impactés, en responsabilité et, quelque part, servir de lieu test, de lieu d'expérimentation pour servir le reste du territoire national. Je pense que cela peut être regardé positivement. Nous y travaillons. Nous avons fait des propositions au Gouvernement et j'en ai parlé encore ces derniers jours avec le Préfet et le directeur de l'ARS.

Il le faut, car la Bretagne a besoin de garder un cap. La Bretagne a besoin de garder un but et surtout de conserver l'assurance de voir rallumés nos stades et nos salles de spectacle, et d'entendre à nouveau du bruit dans nos hameaux, dans nos bourgs, dans nos villes. C'est indispensable. Nous en avons un besoin irrépressible, irrépressible pour nous, irrépressible pour la Bretagne, irrépressible pour notre société et, quelque part, irrépressible pour l'humanité. L'espoir est encore là. L'optimisme est toujours là. Et comme le disait Michel Le Bris, « il y a fort heureusement des poètes magnifiques, des enseignants passionnés, des éditeurs gardiens obstinés de la flamme ». Travaillons pour eux, travaillons pour l'intérêt général. Cette session sera encore l'occasion de le faire.

Nous avons, en ce jour de session, l'occasion de revenir aussi sur les dossiers économiques qui impactent nos territoires. Vous le savez, nous restons mobilisés et nous continuons à travailler sur ces sujets. Nous avons besoin de redire aux salariés que nous n'avons pas dételé. Nous avons eu, la semaine dernière encore, une réunion sur le dossier Hop Air France à Morlaix, pour réaffirmer l'engagement qui est le nôtre de trouver toutes les solutions qui permettent de préserver de l'emploi à Morlaix, de l'emploi du groupe Air France, sous toutes formes d'activités possibles. Et je pense que la montée au capital de l'État au sein du groupe Air France est l'occasion de redire que les contreparties doivent intégrer, bien entendu les enjeux environnementaux, et cela a été dit par le ministre il y a encore quelques jours, mais aussi l'aménagement du territoire et la place des équipes du groupe Air France sur les territoires. L'histoire d'Air France en Bretagne et de Britair en Bretagne ne peut pas être oubliée, effacée, dans le contexte que nous connaissons.

Nous avons aussi le sujet Fonderie de Bretagne. Les salariés sont très mobilisés, dans des situations d'angoisse ou de colère. Plusieurs collègues de nos bancs ont été présents aux manifestations. Nous avons eu des réunions régulières avec le groupe Renault. Ils ont décidé d'accélérer leur process, en surprenant un peu tout le monde. Nous avons besoin de rester mobilisés. Conjointement avec le président de Lorient Agglomération, nous avons sollicité Bruno Le Maire pour une rencontre. Et nous allons vous proposer tout à l'heure un vœu, coordonné avec Lorient, pour faire en sorte que nous puissions montrer aux

salariés notre mobilisation et continuer à interpeller le groupe Renault, qui doit conserver une présence sous une forme ou sous une autre, dans ce site à Caudan, qui doit rester un site industriel et qui doit nécessairement muter pour intégrer effectivement la baisse inéluctable des fonderies fonte pour aller vers de nouvelles technologies de type aluminium, avec les investissements et formations pour les salariés. En intégrant bien entendu les grands plans de relance qui sont évoqués régulièrement au niveau européen et au niveau national, nous avons là plusieurs occasions, plusieurs fenêtres de tir pour montrer qu'il y a un avenir industriel à Caudan.

Je n'oublie pas Nokia. Vous avez vu que sur le site de Lannion, il y a beaucoup d'activités nouvelles qui se développent, pas forcément d'ailleurs sur l'entreprise Nokia elle-même, mais sur beaucoup d'autres entreprises. Nous sommes bien là dans notre objectif qui est de maintenir Nokia comme un territoire du numérique qui a un avenir, qui est connecté à Rennes, qui est connecté à Brest, qui est connecté à l'ensemble du reste de la Bretagne et qui, intrinsèquement, a la masse de sociétés, d'équipes, de salariés pour attirer de nouvelles entreprises qui permettront de compléter cet écosystème qui mérite notre engagement, notre énergie. Le travail est réalisé là-bas avec les élus locaux, parlementaires, maires et présidents d'agglomération. Ce qui nous permet d'être bien coordonnés au service de l'ensemble de ces entreprises. Je peux parler d'Ericson, je peux parler de Qualcomm et bien entendu, suite à l'engagement d'Agnès Pannier-Runacher, de la structure BCom qui a été positionnée et augmentée sur le territoire de Lannion.

Enfin, il y a un dernier dossier économique qui vit des moments compliqués, la Brittany Ferries. La décision modificative présentée tout à l'heure par Stéphane Perrin intègre 6 millions supplémentaires permettant de réactiver les liaisons en direction des îles du Royaume-Uni et de l'Irlande. Nous avons besoin de nous armer pour pouvoir accompagner Brittany Ferries le moment venu. Nous avons déjà des niveaux d'engagement considérables. Nous avons un travail coordonné avec la Région Normandie, coordonné avec le CIRI, coordonné de fait avec le Ministère de l'Économie. Je pense que ce dossier est un dossier de souveraineté européenne, un dossier de souveraineté nationale et un dossier indispensable à la Bretagne. Nous avons pris cet engagement. Nous avons encore quelques mois de travail pour atterrir sur une solution qui, je l'espère, permettra d'assurer la pérennité du groupe. Nous le devons. C'est indispensable. Et je le redis, le Conseil régional de Bretagne restera mobilisé sous toute forme nécessaire permettant d'assurer la pérennité de cette société. Enfin, en dernier point d'actualité, nous avons des réunions de travail régulières en ce moment sur la PAC. Vous voyez comme moi dans la presse des inquiétudes, des angoisses, des expressions, y compris d'ailleurs divergentes entre la FRSEA Bretagne et la FNSEA. J'y vois une forme de vitalité démocratique plutôt positive, et j'y vois d'ailleurs une certaine convergence de vues sur certains aspects, quand on parle notamment du paiement

redistributif. J'étais hier en réunion avec le Ministre de Normandie. Les discussions sont en cours à plusieurs niveaux, au niveau européen, dans le trilogue que vous connaissez, au niveau national, entre les organisations syndicales agricoles et le ministre, et puis entre les Régions et le Ministère. Je redis notre volonté et notre ambition, notre vision sur la régionalisation de la PAC. Ce n'est pas l'orientation qui est posée pour le moment et donc, nous jouons avec les règles du jeu qui sont données là. Dans ces règles du jeu, l'ambition est bien entendu de récupérer pour les Régions de la capacité à agir sur les sujets sur lesquels nous serons demain, après 2023, en responsabilité. Je pense à l'installation des jeunes, à l'investissement. Sur l'ensemble de ces sujets, nous aurons à rester mobilisés avec de nouvelles politiques que nous aurons à construire, à la bretonne, avec l'ensemble des acteurs, avec les chambres, avec les organisations syndicales agricoles, avec celles et ceux qui font l'agriculture en Bretagne. Nous avons là des moments importants qui façonneront l'agriculture de demain. Et je le redis, la polyculture élevage en Bretagne, appuyée sur des exploitations à taille humaine avec des agriculteurs propriétaires de leurs outils de production, reste un modèle pertinent qui n'est pas forcément identique partout en France, mais qui est notre modèle et sur lequel nous avons encore beaucoup de choses à dire et à faire pour le pérenniser dans une période où 10 000 exploitations changeront de mains dans les dix années à venir. Nous avons un travail considérable.

Enfin, puisque je parle d'agriculture, je dois nécessairement parler de l'agroalimentaire. L'agriculture et l'agroalimentaire doivent continuer à muter, doivent décarboner leur organisation, leur économie, leurs filières. Pour le coup, je veux redire la bonne nouvelle de voir la Cooperl annoncer son intérêt pour le site de Lampaul-Guimiliau, en plus de son site historique de Lamballe. Site de Lampaul qui a connu des moments compliqués, cher Olivier Le Braz, des moments difficiles, douloureux, angoissants. Et cette lumière, ce projet génèrent beaucoup d'enthousiasme, beaucoup d'espoir, génèrent aussi beaucoup de questions et beaucoup d'angoisses. Mais nous sommes là, à la croisée des chemins, dans des périodes où il va falloir assumer des stratégies et des positionnements. La première des stratégies, le premier des positionnements que je reconnais pertinents au niveau de la direction et des coopérateurs de la Cooperl, c'est cette notion de décarbonation rapide de l'ensemble de la filière. C'est une des conditions de l'avenir de l'industrie agroalimentaire en Bretagne.

Le cœur de notre journée sera consacré à la jeunesse. Pierre Pouliquen, tout à l'heure, vous présentera nos 32 propositions qui prolongent les mesures d'urgence que nous avons déjà prises, 32 propositions pour des jeunes à qui nous devons bien une matinée de travail pour accentuer les efforts, accentuer les solutions, multiplier les initiatives qui leur permettent, non seulement de voir que nous avons une envie d'accompagnement, mais que nous mettons les moyens sur la table pour leur permettre d'avoir la jeunesse qu'ils méritent. C'est une jeunesse qui est sacrément bousculée par cette période Covid, mais

c'est une jeunesse qui reste porteuse d'enthousiasme, d'ambition, d'initiatives, d'engagement et d'une force puissante pour préparer l'avenir, pour embrasser le monde, pour assumer des responsabilités dans cette société. Nous devons continuer ce travail avec eux. Nous avons tous, de tous les bancs, rencontré beaucoup de jeunes au cours de ces derniers mois, dans les collèges, dans les lycées. Nous avons rencontré des jeunes étudiants, des jeunes apprentis, des jeunes sortis du système éducatif et de formation, qui attendent de se projeter dans un travail, attendent de se projeter dans une nouvelle formation, chère Georgette Bréard. Nous avons besoin de leur dire que des solutions sont présentes. Nous avons complété et joué la complémentarité des actions entre l'action d'Élisabeth Borne et notre action sur le plan Un jeune une solution. Nous en sommes fiers et je pense que nous avons montré là un beau visage d'une coordination État/Région qui fonctionne bien. Nous avons mis en place des actions en collaboration avec les CROUS, en collaboration avec les fédérations étudiantes, en collaboration avec les lycées, auxquels nous avons donné la main pour accompagner les familles, pour accompagner les jeunes. Nous avons accompagné des maires. Nous avons combiné des missions locales, y compris en mettant à leur disposition des véhicules, parce que dans certains territoires de Bretagne, vous le savez bien, sans voiture, il n'y a pas de job d'été, pas de stage, pas de premier boulot. Nous avons donc développé des actions dans tous les domaines, y compris les domaines de la subsistance alimentaire ou du soin et de la santé mentale. Je pense que c'est notre fierté que de l'avoir fait, même si ce n'était pas dans le cœur de nos compétences : plus de 30 000 repas ont été financés, une centaine d'ETP répartie sur le territoire pour constituer des points de contact sur ces sujets de santé mentale, des postes supplémentaires financés sur nos deniers dans les CROUS pour augmenter les équipes. Nous verrons plus tard comment nous organiserons les choses. Nous verrons plus tard quels seront les champs exacts dans lesquels nous devons pérenniser nos actions. Mais dans la période, nous avons ouvert les portes et les fenêtres. Nous avons débordé nos lignes. Nous avons organisé les choses pour faire en sorte de leur répondre et de leur montrer le niveau d'engagement qui est le nôtre vis-à-vis de la situation qu'ils vivent. Je ne veux pas que l'on se dise que cette jeunesse va faire perdurer une forme de mélancolie, de souffrance, de difficulté qu'elle vit dans cette année et qui est réelle. Je veux qu'on leur montre qu'il y a de l'espoir, de l'envie, de l'ambition et que cet été sera un bel été pour cette jeunesse, et que l'avenir lui appartient. Et encore une fois, cette société saura ce qu'ils en feront, et ce qu'ils en feront dépendra de ce que nous leur laisserons. Nous avons beaucoup d'engagements. Nous avons là plus de 3 millions supplémentaires qui s'ajoutent à des dizaines de millions que nous avons déjà engagés au cours des derniers mois. Je pense que c'est enthousiasmant de finir ce mandat sur ce sujet, si ce mandat se termine avec ce printemps.

Enfin, nous avons, mes chers collègues, la fierté d'être tous ici, en Bretagne, dans un territoire qui vit, comme partout, des soubresauts, des angoisses, des

difficultés. Mais cette Bretagne est une boussole qui nous permet de nous dire qu'il y a encore beaucoup de choses à faire ensemble, beaucoup de capacité à tenir dans cette période extraordinaire que traverse notre pays. Et cette Bretagne a des capacités qui permettent d'accompagner ces transformations et d'accompagner cette résilience dans cette crise. Il y a des grands sujets. Le sujet sanitaire, nous l'avons évoqué. Le sujet économique, nous l'avons évoqué. Les sujets identitaires, climatiques restent présents, bien entendu. Mais nous avons sur tous ces sujets une ambition claire, des lignes que nous avons posées. Ces lignes ont été construites avec l'identité bretonne, construites avec l'ensemble des acteurs qui font la Bretagne. Cette force, d'aucuns diraient « cette force tranquille », est un bien commun, un bien commun que nous avons la capacité de faire vibrer et qui nous donne à nous-mêmes une capacité, une énergie, une confiance qui nous permettent de faire bouger les lignes, comme cela a été le cas hier à l'Assemblée, et qui nous permettent de nous armer pour l'avenir. Et nous armer pour l'avenir, c'est ce qui donne la confiance aux hommes et aux femmes. Et donner la confiance aux hommes et aux femmes, c'est éviter la désespérance, c'est éviter le désespoir qui génère la division, qui génère cette envie de désigner le bouc émissaire, de désigner celui ou celle qui serait responsable des souffrances que l'on peut vivre. C'est cela, ma Bretagne, notre Bretagne. C'est comme cela que l'on doit travailler.

Je crois, chers collègues, que nous avons, dans cet hémicycle, réussi toujours à travailler pour l'intérêt général, réussi toujours à travailler pour la Bretagne, réussi très souvent à nous extraire des tactiques parisiennes pour nous intéresser à l'intérêt général breton. Et je pense que c'est cela qu'attendent nos concitoyens, les Bretonnes et les Bretons, que nous soyons toujours des militants de la Bretagne. Je veux vous remercier toutes et tous. Je veux vous dire combien c'est important de continuer à travailler ensemble. Je veux vous dire que le débat démocratique dans cet hémicycle est indispensable, que le débat dans nos commissions, dans nos groupes de travail est tout aussi indispensable. Et puisque je vois que Paul Molac est arrivé de son rang, je voudrais qu'on termine en le saluant, en le remerciant et en lui disant que nous sommes très fiers du travail qu'il a fait avec l'ensemble de ses collègues, avec l'ensemble de celles et ceux qui ont fait avancer les langues pour notre Bretagne, mais aussi pour la République et pour l'Europe tout entière. Merci, cher Paul. Bravo à toi !

Applaudissements.